Un nouveau premier ministre, pour quels changements?

Les médias ont préparé l'opinion à ce changement de Premier ministre depuis plusieurs semaines déjà. Un Premier ministre sortant qui, bien plus populaire que le Président, pouvait devenir gênant à deux ans des prochaines élections majeures du pays.

Sous prétexte d'incarner une nouvelle politique, voici que Jean Castex est nommé en lieu et place d'Edouard Phillipe. Le choix des membres de son nouveau gouvernement n'est pas encore connu, mais sa propre nomination peut déjà nous éclairer sur les orientations à venir, notamment pour la fonction publique.

Pas à plaindre ! Loin de là....

En avril dernier, nos camarades de l'URD (Union des Retraités des Douanes) avaient publié un petit article sur le désormais nouveau Premier ministre. Voyons ce qu'ils en pensaient alors :

Édouard Philippe a annoncé avoir confié la lourde tâche du déconfinement à Jean Castex, hautfonctionnaire et conseiller à la Cour des Comptes. Et selon les informations de L'Obs, celui qui est aussi président d'une communauté de communes dans les Pyrénées-Orientales cumulerait plusieurs fonctions politico-administratives lui permettant de toucher environ 200 000 euros par an. Des sommes déclarées auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie publique (HATVP) le 14 janvier 2020.

Jean Castex ferait ainsi partie des hauts fonctionnaires les mieux rémunérés de la République. En septembre 2017, le chef de l'Etat l'avait nommé délégué interministériel aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Pour cet emploi qu'il occupe encore, l'Énarque perçoit 160.000 euros nets par an.

À cela s'ajoutent ses trois mandats politiques. Depuis 2008, le haut-fonctionnaire de 54 ans est maire, sous étiquette LR, de Prades (Pyrénées-Orientales) et perçoit donc une rémunération de 22.000 euros bruts par an. Il est également depuis 2015 conseiller départemental. Un poste pour lequel il touche 25.600 euros bruts par an.

Son troisième mandat est celui de président de la communauté de communes *Conflent Canigo* pour lequel en revanche il ne perçoit rien.

Il est clair que le nouvel occupant de Matignon apparaît davantage comme un super Administrateur qu'un politique aguerri aux jeux de pouvoir.

Toutefois, il est bon de rappeler que celui qui nous est présenté comme un « homme du terroir », proche des collectivités locales est surtout un grand commis de l'État, de par son parcours professionnel.

Ce dernier possède un pédigrée qui n'augure pas de lendemains enchanteurs. Il ne s'agit en aucun cas d'une oie blanche, comme certains médias nous le présentent. En outre, son rôle auprès de la Cour des comptes, organe qui n'a de cesse de remettre en cause l'organisation de la Douane, ne plaide pas en sa saveur du point-de-vue des gabelous.

Cependant, nous n'avons pas pour habitude de juger sans que le vécu ne fasse force probante. Nous attendrons les actes pour apporter notre critique envers le personnage et sa nouvelle politique tant annoncée, visant à placer le pays sur un regain magistral!

Mais l'expérience du vécu antérieur, lors de nombreux changements d'hommes politiques souvent parfaitement interchangeables, nous amène à penser que la ligne du Président n'étant pas vouée à être spécialement incurvée, l'évolution de la Douane poursuivra son lent déclin que nous dénonçons depuis des années.

Bon vent, comme lui a soufflé son prédécesseur!